

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DE VAUCLUSE  
Direction de la Réglementation  
de l'Environnement  
ème. Bureau

61. 90.04.78.88

A R R E T E

-----

PORTANT AUTORISATION D'ETENDRE ET DE POURSUIVRE  
L'EXPLOITATION D'UNE CARRIERE A MENERBES

-:-

LE PREFET de Vaucluse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

U le Code Minier et notamment son article 106 et la loi n° 70-I du 2 Janvier 1970,  
J le décret n° 79-1108 du 20 Décembre 1979 modifié relatif aux autorisations de mise  
n exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux  
anoniations à celles-ci,  
J la demande reçue le 05 Décembre 1989, par laquelle M. RAVEL Guy, Co-Gérant de la  
ociété PIERRES DU LUBERON IO, Place de l'Hôtel de Ville 13100 AIX EN PROVENCE,  
illicite l'extension et le renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière  
ciel ouvert sur le territoire de la Commune de MENERBES, lieu-dit "Soubeyran",  
I les plans et renseignements joints à la demande précitée,  
l'arrêté préfectoral n° 2168 du 05 Mai 1980,  
les avis émis au cours de l'instruction réglementaire,  
les rapports et propositions de l'Ingénieur en Chef des Mines, Directeur Régional  
l'Industrie et de la Recherche de Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
demandeur entendu,  
proposition de M. le Sous-Préfet d'APT,

A R R E T E  
=====

ICLE Ier. : La Société PIERRES DU LUBERON est autorisée à étendre et à poursuivre  
l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de pierre de taille sur le  
ritoire de la Commune de MENERBES, lieu-dit "Soubeyran".

L'exploitation est toutefois subordonnée à l'obtention préalable d'une  
orisation de défricher sur les parcelles 178 et 44 partiellement boisées.

.../...



- 2 -

**ARTICLE 2** : 1°) Conformément au plan au I/2000 joint à la demande, dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté, l'autorisation d'extraire porte sur tout ou partie des parcelles n° 42 à 44, 175, 176, 178 section AL du plan cadastral, la superficie globale de l'exploitation s'élevant à 4 ha 01 a.

2°) L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté et sous réserve des droits des tiers. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire de la présente autorisation et des contrats de forage dont il est titulaire.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation vaut pour une exploitation satisfaisant dans ses caractéristiques aux modalités énoncées ci-après :

- 1°) l'exploitation sera effectuée par sciage des blocs, éclatement et découpage;
- 2°) la profondeur maximale de l'exploitation sera de l'ordre de 30 m.; Il n'y aura pas d'extraction à moins de 1 m. du niveau le plus haut de la nappe phréatique;
- 3°) la production annuelle de la carrière n'excèdera pas 7500 m3.

**ARTICLE 4** : Sans préjudice de l'observation des législations et réglementations applicables et notamment du décret n° 54-321 du 15 Mars 1954 sur l'exploitation des carrières à ciel ouvert, du décret n° 80-330 du 7 Mai 1980 relatif à la police des mines et des carrières et du décret n° 80-331 du 7 Mai 1980 portant règlement général des industries extractives, les mesures prescrites en application de l'article 84 du Code Minier, l'exploitation sera conduite et les terrains exploités seront réaménagés, conformément aux dispositions et mesures particulières énumérées ci-après :

- 1°) Les déchets d'exploitation seront régaliés sur le fond de la carrière au fur et à mesure que l'état d'avancement des travaux d'exploitation le permettra et suivant le planning du dossier;
- 2°) Si d'autres matériaux doivent être utilisés pour le remblaiement de l'excavation, ceux-ci devront être inertes, imputrescibles et non susceptibles de polluer les eaux;
- 3°) Les fronts de liquidation seront rectifiés, purgés et laissés sans surplomb;
- 4°) Le reverdissement du site sera accéléré par "engazonnement au canon hydraulique";
- 5°) La carrière et ses abords seront continuellement tenus en bon état d'ordre et de propreté;
- 6°) La remise en état devra être achevée dans les trois mois qui suivront l'arrêt des travaux;
- 7°) En fin d'exploitation, l'ensemble des terrains sera nettoyé et débarrassé de tout déchet.

.../...



- 3 -

**ARTICLE 5** : L'exploitant adressera au Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, avant le 1er. Avril de chaque année, un rapport sur les travaux effectués au cours de l'année écoulée et les prévisions de l'année en cours, au regard notamment des mesures prescrites ci-dessus.

**ARTICLE 6** : Une copie du présent arrêté devra être tenue au Siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait en sera publié, aux frais du pétitionnaire, dans un journal régional ou local diffusé dans tout le département.

**ARTICLE 7** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'APT, le Maire de MENERBES, l'Ingénieur en Chef des Mines, Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche de Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, l'Architecte des Bâtiments de France et toutes Autorités de Police et de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché conformément à l'article 25 du décret n° 79-1108 du 20 Décembre 1979.

AVIGNON, le

7 MARS 1990

Pour ampliation  
L'Attaché Chef de Bureau



Jacqueline BATTINI

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général,

Signé: Michel PIRIOU